

SELOR
BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

Recrutement. — Résultats

[2009/204011]

**Sélection comparative de collaborateurs de projet innovation
d'expression néerlandaise. — Résultat**

La sélection comparative de collaborateurs de projet innovation (m/f) (niveau A), d'expression néerlandaise, pour le SELOR (ANG09020) a été clôturée le 14 août 2009.

Le nombre de lauréats s'éleva à 3.

SELOR
SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

Werving. — Uitslagen

[2009/204011]

**Vergelijkende selectie van Nederlandstalige
projectmedewerkers innovatie. — Uitslag**

De vergelijkende selectie van Nederlandstalige projectmedewerkers innovatie (m/v) (niveau A) voor SELOR (ANG09020) werd afgesloten op 14 augustus 2009.

Er zijn 3 geslaagden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2009/00293]

**30 MARS 2009. — Circulaire ministérielle NPU-2
relative au plan général d'urgence
et d'intervention du Gouverneur de province**

A Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de province et de l'Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale

Madame le Gouverneur,

Monsieur le Gouverneur,

Par la présente circulaire, je souhaite mettre à votre disposition une structure pour votre plan général d'urgence et d'intervention (PGUI). Cette structure est précédée d'une partie descriptive comprenant les principes généraux de la planification d'urgence et pouvant servir utilement d'introduction à votre PGUI.

La circulaire se base notamment sur les éléments suivants :

— la structure des plans d'urgence et d'intervention provinciaux existants;

— l'arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention(1), ci-après dénommé « AR » et la circulaire ministérielle NPU-1 du 26 octobre 2006 relative aux plans d'urgence et d'intervention, ci-après dénommée « CM NPU-1 ».

L'objectif de cette circulaire est de

— répondre à la demande de certains Gouverneurs de province de disposer d'un outil d'aide à la mise en conformité de leur PGUI avec la réglementation;

— contribuer à l'harmonisation de la planification d'urgence en partant d'une approche multidisciplinaire.

La présente circulaire s'applique exclusivement aux PGUI des Gouverneurs de province. Cependant, elle peut également servir de source d'inspiration pour les PGUI communaux.

Conscient de la charge de travail engendrée par l'adaptation de votre PGUI à l'AR et à la CM NPU-1, je vous invite néanmoins à intégrer le contenu de ce plan dans la structure ci-jointe, afin que l'objectif d'harmonisation soit réalisé le plus rapidement possible.

Veillez agréer, Madame, Monsieur le Gouverneur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre de l'Intérieur,
G. DE PADT

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2009/00293]

**30 MAART 2009. — Ministeriële omzendbrief NPU-2
betreffende het algemeen nood- en interventieplan
van de Provinciegouverneur**

Aan de Dames en Heren Provinciegouverneurs en aan de Gouverneur van het Administratief Arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Geachte Mevrouw de Gouverneur,

Geachte Heer Gouverneur,

Met deze omzendbrief wil ik u een structuur ter beschikking stellen voor uw algemeen nood- en interventieplan (ANIP). Deze structuur wordt voorafgegaan door een beschrijvend gedeelte dat de algemene principes van de noodplanning bevat en dat uw ANIP op een nuttige manier kan inleiden.

Deze omzendbrief is met name gebaseerd op :

— de structuur van de bestaande provinciale noodplannen;

— het koninklijk besluit van 16 februari 2006 betreffende de nood- en interventieplannen (B.S., 15 maart 2006) – hierna genoemd «het KB» – en de ministeriële omzendbrief NPU-1 van 26 oktober 2006 betreffende de nood- en interventieplannen – hierna genoemd «de MO NPU-1».

De doelstelling van deze omzendbrief is om

— tegemoet te komen aan de vraag van sommige Provinciegouverneurs naar een werkinstrument om hen te helpen om hun ANIP in overeenstemming te brengen met de reglementering;

— bij te dragen aan de harmonisering van de noodplanning vanuit een multidisciplinaire benadering.

Deze omzendbrief is enkel van toepassing op het provinciale ANIP, maar het kan ook als inspiratiebron dienen voor de gemeentelijke ANIP's.

Ondanks dat ik mij bewust ben van de werklast die de aanpassing van uw ANIP aan het KB en aan de MO NPU-1 met zich meebrengt, verzoek ik u om de inhoud van dit plan in de bijgaande structuur te integreren, zodat de harmoniseringsdoelstelling zo snel mogelijk gerealiseerd wordt.

Met de meeste hoogachting.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
G. DE PADT

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

ANNEXE 1. PARTIE DESCRIPTIVE

1. Cadre général

1.1. Réglementation

Les Gouverneurs de province et les Bourgmestres sont chargés de la planification d'urgence et de la gestion de crise (2)

Ces missions sont régies par l'arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention (3), complété par la circulaire ministérielle NPU-1 du 26 octobre 2006 (4)

La planification d'urgence des autorités nationales est régie par l'arrêté royal du 31 janvier 2003 portant fixation du plan d'urgence pour les événements et situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national (5).

1.2. Sécurité civile

La sécurité civile comprend « l'ensemble des mesures et des moyens civils nécessaires [...] afin de secourir et de protéger en tous temps, les personnes, leurs biens et leur espace de vie (6) ».

Alors qu'auparavant, la sécurité civile était principalement basée sur la gestion des situations d'urgence lors de leur survenance, elle se base désormais sur la gestion du risque telle que définie ci-dessous.

1.3. Gestion du risque

1.3.1. Concept

La gestion du risque s'inscrit dans un processus dynamique d'amélioration et est constitué des six étapes suivantes :

1. L'identification (prévision)
2. La prévention (atténuation)
3. La préparation (en ce compris la planification d'urgence)
4. La gestion de la situation d'urgence
5. Le rétablissement (retour à la vie normale)
6. L'intégration des enseignements

1.3.2. Inventaire des risques

Sans préjudice de la compétence du Bourgmestre, le Gouverneur doit identifier les risques présents sur son territoire, de manière à développer une planification d'urgence adéquate.

1.3.3. Charnière entre identification des risques, prévention et préparation

Ces trois dimensions forment la base des autres étapes de la gestion du risque. Elles sont complémentaires et interdépendantes dans la mesure où les actions se réclamant d'un seul de ces trois pôles ne permettent pas de contrôler le phénomène et son impact dans sa globalité. Il convient dès lors d'instituer et de maintenir un lien étroit entre ces trois premières étapes.

1.4. Concepts de planification d'urgence et de situation d'urgence

La planification d'urgence prend en compte les actions et mécanismes de coordination à mettre en œuvre en cas de survenance d'une situation d'urgence.

Cette dernière vise « tout événement qui entraîne ou qui est susceptible d'entraîner des conséquences dommageables pour la vie sociale, comme un trouble grave de la sécurité publique, une menace grave contre la vie ou la santé de personnes et/ou contre des intérêts matériels importants, et qui nécessite la coordination des disciplines afin de faire disparaître la menace ou de limiter les conséquences néfastes (7) ».

2. Préparation

2.1. Plans d'urgence

La planification d'urgence est constituée des trois types de plans suivants.

2.1.1. Plan d'urgence et d'intervention (PUI)

Ce plan définit le principe de la coordination multidisciplinaire, les missions attendues des disciplines ainsi que les modalités de coordination stratégique en cas de survenance d'une situation d'urgence et comprend :

- le Plan Général d'Urgence et d'Intervention (PGUI) qui contient les directives générales et les informations nécessaires pour assurer la gestion de toute situation d'urgence;
- le Plan Particulier d'Urgence et d'Intervention (PPUI) qui complète le PGUI par des directives spécifiques concernant un risque particulier.

2.1.2. Plan monodisciplinaire d'intervention

Ce plan règle les modalités d'intervention d'une discipline, conformément au PUI existant. Il porte en particulier sur l'alerte et le départ, la montée en puissance et les renforts, la répartition des tâches, la communication, le commandement et la relève du commandement dans les différentes phases ainsi que la représentation de la discipline au Poste de commandement opérationnel (PC-Ops) et au Comité de coordination (CC).

En outre, il indique les moyens qui peuvent être engagés. Enfin, une attention particulière doit être réservée à l'interaction avec les autres disciplines.

2.1.3. Plan interne d'urgence

Il s'agit d'un document au niveau de l'entreprise et/ou de l'institution, visant à limiter les conséquences néfastes d'une situation d'urgence par la mise au point de mesures matérielles et organisationnelles d'urgence adaptées, rédigé par l'entreprise et/ou l'institution concernée.

Dans l'élaboration de ce plan, il convient de tendre vers une compatibilité maximale avec les PUI et les plans monodisciplinaires.

2.2. Cellule de sécurité

Le Gouverneur met sur pied une cellule de sécurité qui organise la préparation aux situations d'urgence.

2.2.1. Composition

La cellule provinciale de sécurité comprend au moins :

- le Gouverneur en tant que président;
- le représentant de chaque discipline;
- le fonctionnaire chargé de la planification d'urgence, qui assure également le secrétariat.

Dans le cadre de l'interaction des missions de police administrative et de police judiciaire, la présence du Procureur du Roi est recommandée, afin d'y régler les modalités permettant, lors de la gestion d'une situation d'urgence, un déroulement harmonieux de ses missions dans le respect des missions des disciplines.

De même, le Gouverneur peut convoquer des experts.

2.2.2. Missions

La cellule de sécurité a pour mission de :

1. élaborer les plans d'urgence et d'intervention, les actualiser (mise à jour et intégration des enseignements dans les limites de la réglementation) et en informer les destinataires;
2. organiser des exercices;
3. évaluer les situations d'urgence et les exercices;
4. établir l'inventaire et l'analyse des risques;
5. organiser l'information préalable de la population locale sur la planification d'urgence.

2.2.3. Organisation et fonctionnement

Une des premières tâches de la cellule de sécurité est d'établir un règlement d'ordre intérieur qui comprend au moins les points suivants : localisation et fréquence des réunions, composition exacte, modalités de convocation, d'ordre du jour et de délibération, établissement du procès-verbal.

2.3. Information préalable de la population

En dehors de toute situation d'urgence, la population locale est informée de manière appropriée par la cellule de sécurité sur :

- les risques auxquels elle peut être exposée;
- les mesures qu'elle peut prendre en cas de situation d'urgence;
- les mesures prises par les autorités pour limiter au maximum le risque;
- les modalités d'alerte;

en référant entre autre vers les plans provinciaux d'urgence.

La diffusion de cette information peut se faire sous différentes formes (lettres « toutes-boîtes », sessions d'information, articles dans le magazine local, brochures, internet,...).

2.4. Formation

Les acteurs de la planification et de la gestion sont informés sur leurs missions et formés, de manière approfondie et continue, sur la gestion de situations d'urgence.

Les formations multidisciplinaires sont organisées par le Gouverneur, les formations monodisciplinaires par la discipline concernée.

Dans les deux cas, une attention particulière est portée sur la culture multidisciplinaire.

2.5. Exercices

A côté des formations, les exercices constituent le complément indispensable pour permettre aux acteurs concernés d'accomplir leurs missions avec succès.

2.5.1. Méthodologie générale

Afin que les exercices soient réellement profitables pour tous, les aspects du plan à tester sont clairement définis au préalable, en concertation avec l'ensemble des autorités et services concernés, et portent sur des parties achevées du plan.

Les exercices sont évalués par la cellule de sécurité. Lorsque les objectifs fixés n'ont pas été atteints, les causes doivent être recherchées et corrigées.

Les modalités d'organisation ainsi que la fréquence sont déterminées dans le présent plan, à l'exception des exercices imposés par une législation spécifique.

2.5.2. Obligations en matière de risque « Seveso (8) »

Les plans internes Seveso sont mis à l'essai et, si nécessaire, révisés et mis à jour à des intervalles appropriés qui ne doivent pas excéder trois ans, par les exploitants. Les Gouverneurs de province organisent des exercices pour ce qui concerne les plans externes Seveso

La révision des plans tient compte des modifications intervenues dans les entreprises et auprès des services d'intervention concernés, des nouvelles connaissances techniques et des connaissances relatives aux mesures à prendre en cas d'accidents majeurs (9).

2.5.3. Obligations en matière de risque nucléaire

Les Gouverneurs de province participent aux exercices nucléaires organisés par le Centre Gouvernemental de Coordination et de Crise (CGCCR), à savoir :

- un exercice annuel pour les centrales nucléaires de Doel et de Tihange;
- un exercice tous les deux ans pour les quatre autres installations (Institut des Radioéléments, Belgonucléaire, Belgoprocess et Centre d'Etude de l'Energie nucléaire) (10).
- un exercice de grande ampleur (exercice global) tous les trois ans.

Chaque exercice est évalué par toutes les parties concernées, qui en tirent des leçons pour leur propre usage. Un rapport annuel global d'évaluation des exercices est alors établi sous la responsabilité du CGCCR et transmis au Ministre de l'Intérieur. Ce rapport global inclut également un plan d'action qui reprend les actions correctrices issues du retour d'expérience des exercices.

3. Gestion de situations d'urgence

3.1. Aspects monodisciplinaires

Les missions des services d'intervention sont réparties entre cinq disciplines fonctionnelles qui sont chacune coordonnées par un directeur :

- Discipline 1 : les opérations de secours (Directeur des services d'incendie, « Dir-Si »)
- Discipline 2 : les secours médicaux, sanitaires et psychosociaux (Directeur de l'aide médicale, « Dir-Med »)
- Discipline 3 : la police du lieu de la situation d'urgence (Directeur de la police, « Dir-Pol »)
- Discipline 4 : l'appui logistique (Directeur de la logistique, « Dir-Log »)
- Discipline 5 : l'information de la population (Directeur de l'information, « Dir-Info »)

Les principales missions assurées par celles-ci sont énumérées aux articles 10 à 14 de l'arrêté royal du 16 février 2006.

3.2. Aspects multidisciplinaires

3.2.1. Phases de planification d'urgence

La plupart des événements font l'objet d'une coordination opérationnelle au niveau communal entre les services d'intervention.

Toutefois, la nature, l'ampleur et/ou les conséquences potentielles de l'événement peuvent justifier, notamment sur la base de la recommandation du directeur opérationnel, que cette coordination opérationnelle soit complétée par une coordination stratégique. Dans ce cas, la gestion peut s'effectuer à trois niveaux, appelés phases :

- la phase communale, qui concerne l'intervention des services d'intervention lorsque l'ampleur de la situation d'urgence nécessite une gestion de celle-ci par le Bourgmestre;
- la phase provinciale, qui concerne l'intervention des services d'intervention
 - soit lorsque l'ampleur de la situation d'urgence nécessite une gestion de celle-ci par le Gouverneur;
 - soit lorsque les conséquences directes de la situation d'urgence dépassent le territoire de la commune;
- la phase fédérale, qui concerne les situations d'urgence nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national (11).

Le déclenchement d'une phase constitue une décision stratégique qui ne peut dès lors être prise que par l'autorité compétente, sans possibilité de délégation.

Le passage d'une phase à une autre de même que la levée d'une phase s'effectuent de manière concertée entre les autorités concernées.

3.2.2. Déclenchement du plan d'urgence et d'intervention

Le Gouverneur qui déclenche la phase provinciale, veille à l'activation du plan provincial d'urgence et d'intervention.

Le Centre du système d'appel unifié assure l'alerte et l'appel des services et autorités concernés, conformément aux modalités du présent plan d'urgence et d'intervention, qui lui a été communiqué.

3.2.3. Coordination opérationnelle

La coordination opérationnelle est assurée par le Directeur du poste de commandement opérationnel (Dir-PC-Ops). Cette fonction est exercée en principe par l'officier des services d'incendie présent sur les lieux de l'intervention et ayant le grade le plus élevé. Néanmoins, en raison de la nature de la situation d'urgence ou de son évolution, l'autorité administrative compétente peut, après concertation, désigner une autre discipline pour l'exercice de cette fonction,

Le poste de commandement opérationnel est mis en place lorsque des mesures de coordination multidisciplinaire sont nécessaires pour maîtriser la situation d'urgence.

Il est composé du Dir-PC-Ops, du conseiller chargé d'évaluer les risques liés à l'intervention, d'un secrétaire chargé notamment de tenir un livre de bord et, au moins, des directeurs de chaque discipline concernée. Les personnes assurant ces fonctions, sont, dans la mesure du possible, désignées dans le PUI. Un représentant de l'institution ou de l'entreprise touchée ainsi que tout expert jugé utile pourront être associés.

Le Dir-PC-Ops supporte l'entière responsabilité pour la coordination des opérations. De même, il assure la coordination stratégique, en attendant l'installation du comité de coordination.

Une fois ce dernier installé, le Dir-PC-Ops et le comité de coordination assurent entre eux une liaison prioritaire, directe et continue.

Les grands principes d'organisation de la coordination opérationnelle sont décrits dans le plan d'urgence provincial.

3.2.4. Coordination stratégique

La coordination stratégique est assurée par le comité de coordination, présidé par l'autorité chargée de la gestion de la situation d'urgence.

En phase communale, le gouverneur, alerté par le bourgmestre, met son comité de coordination en stand-by (préalerte).

En phase provinciale, la coordination stratégique est assurée par le gouverneur.

Celui-ci se compose au minimum du fonctionnaire chargé de la planification d'urgence et du responsable de chaque discipline désigné par la discipline même dans son plan monodisciplinaire. Les bourgmestres des communes touchées en font également partie ou s'y font représenter si la nature de la situation d'urgence exige leur présence au comité de coordination communal. Dans le cadre de l'interaction des missions de police administrative et de police judiciaire, la présence du Procureur du Roi est recommandée, afin d'y régler les modalités permettant un déroulement harmonieux de ses missions dans le respect des missions des disciplines.

Chaque responsable de discipline veille à ce que les missions de sa discipline soient effectivement accomplies, conformément à la philosophie d'action développée.

Le Bourgmestre assure dans sa commune la coordination stratégique, conformément aux instructions du Gouverneur.

En phase fédérale, le gouverneur met en œuvre des décisions prises au niveau fédéral, avec activation de son comité de coordination, s'il ne l'est pas déjà dans le cadre de la phase provinciale.

Le présent plan détermine, outre l'organisation de la coordination stratégique, la localisation du comité de coordination ainsi qu'une ou plusieurs alternative(s) au cas où cet endroit se situerait dans la zone d'intervention.

3.2.5. Organisation des lieux d'intervention

3.2.5.1. Concept du zonage

L'organisation des lieux d'intervention se fonde sur la notion de zonage.

Au stade de la planification d'urgence et lorsque le risque est localisable à l'avance, on parle de zone de planification d'urgence. Il s'agit d'une zone pour laquelle, en fonction d'un risque particulier, les mesures nécessaires sont fixées à l'avance dans un plan particulier d'urgence et d'intervention.

La zone d'intervention est la zone qui, conformément aux instructions du Dir-PC-Ops, est réellement délimitée en fonction d'une situation concrète d'urgence et dans laquelle les mesures nécessaires sont prises et exécutées.

3.2.5.2. Zone de première urgence

La zone de première urgence est la zone où un très grand danger pour les services d'intervention réside ou peut être attendu.

Lorsque le risque est localisable à l'avance et afin de limiter l'improvisation en cas de situation d'urgence, le périmètre de première urgence est prédéterminé, dans la mesure du possible, dans le PUI et installé d'office par la discipline 3.

Lorsque le risque n'est pas localisable à l'avance, un périmètre de première urgence est défini par le premier responsable de la discipline 1 ou, en son absence, par le premier responsable de la discipline 3, et installé par cette dernière discipline.

3.2.5.3. Zone d'intervention

En fonction de la situation d'urgence, la zone d'intervention peut être répartie comme suit :

- la zone rouge qui, moyennant l'accord du Dir-PC-Ops, est accessible aux services d'intervention, aux experts et aux techniciens;
- la zone orange qui, moyennant l'accord du Dir-PC-Ops, est également accessible aux personnes qui y résident ou y travaillent et dans laquelle est organisé l'appui logistique des services d'intervention;
- la zone jaune, dont l'accès est déconseillé aux personnes qui n'y résident ou n'y travaillent pas, ce pour faciliter l'accès des services d'intervention à la zone sinistrée.

Les zones rouge, orange et jaune sont délimitées respectivement par le périmètre d'exclusion, le périmètre d'isolation et le périmètre de dissuasion.

3.2.5.4. Zone judiciaire

A la demande de l'autorité judiciaire, une zone judiciaire peut éventuellement être délimitée, en concertation avec le Dir-PC-Ops.

Cette zone renferme l'espace à protéger nécessaire à l'exécution des tâches de police technique et scientifique dans lequel des traces et indices peuvent être relevés. Elle est délimitée par un périmètre judiciaire, matérialisé par un ruban de police si nécessaire. Le franchissement de ce périmètre par les personnes autorisées se fait par un point unique contrôlé par un policier.

Le but de cette régulation est de limiter de manière drastique toute pollution des lieux d'une situation d'urgence par des traces exogènes.

3.2.5.5. Point de Première Destination (PPD)

Ce point constitue un point de rendez-vous, situé à l'écart du danger, que tous les intervenants doivent impérativement rejoindre par un itinéraire extérieur à la zone d'intervention.

Le plan d'urgence arrête plusieurs points envisageables.

3.2.6. Mesures de protection

Dans un premier temps, le Dir-PC-Ops définit les mesures de sécurité à observer par les intervenants et celles à appliquer à l'égard de la population.

Dès l'installation du comité de coordination, le Dir-PC-Ops s'en réfère à l'autorité administrative pour la prise de mesures de protection.

Celles-ci peuvent concerner la population mais également le milieu naturel (en ce compris la chaîne alimentaire), l'infrastructure ou le soutien logistique (approvisionnement, ...).

Parmi les mesures de protection de la population, nous retrouvons notamment la mise à l'abri, les mesures prophylactiques et l'évacuation.

La mise à l'abri constitue la mesure à envisager de manière prioritaire, le cas échéant combinée avec le calfeutrage des portes et des fenêtres et l'obturation du système d'aération ou de ventilation, ...). La mise à l'abri demeure en effet la mesure de protection immédiate la plus efficace pour la population dans la plupart des situations d'urgence.

Dans l'hypothèse où la mise à l'abri s'avère inappropriée au regard des circonstances de la situation d'urgence, l'évacuation des riverains proches du chantier peut être envisagée.

L'évacuation de populations demeure une mesure exceptionnelle. Elle est habituellement décidée en cas de danger d'explosion, pour autant que celle-ci ne soit pas imminente ou que les personnes ne soient pas directement exposées à un danger chimique ou radiologique. Il peut dès lors s'agir d'une «évacuation d'urgence ou immédiate» ou d'une «évacuation préventive».

Le présent plan détermine les modalités et moyens de transport, d'accueil et d'hébergement des personnes touchées par l'événement en cas d'évacuation.

3.2.7. Communication et télécommunication

Afin de maîtriser au mieux les imprévus lors d'une situation d'urgence, il est important d'anticiper et de préparer au maximum le plan de communication. A cet effet, la planification d'urgence détermine les moyens, les modalités et le schéma de communication au sein d'une discipline (via les plans monodisciplinaires), entre disciplines et entre le comité de coordination et le poste de commandement opérationnel.

Ainsi, la diffusion adéquate d'informations et/ou de directives à la population et d'informations aux médias est assurée, sous la responsabilité de l'autorité administrative.

Cette dernière doit rester attentive à ne pas communiquer d'éléments qui seraient de nature à nuire à l'enquête judiciaire. Une concertation avec l'autorité judiciaire s'impose.

Enfin, le Gouverneur met à disposition de la discipline 2 l'infrastructure nécessaire pour l'organisation et le fonctionnement d'un centre de traitement de l'information (CTI), visant à recueillir, centraliser et vérifier des informations relatives aux identités et à la localisation des victimes indemnes, blessées et décédées.

3.2.8. L'enquête judiciaire

L'action des services de police lors d'une situation d'urgence comprend des missions et des tâches de police administrative et de police judiciaire qui sont régies par des régimes distincts et s'exercent sous la responsabilité d'autorités différentes.

La plupart des situations d'urgence entraînent l'ouverture d'une enquête judiciaire sous l'autorité du magistrat du Parquet compétent, afin de déterminer l'existence d'une infraction (atteintes aux personnes ou aux biens), l'origine, les causes et les responsabilités.

Lorsque s'exercent concurremment des opérations de secours et une enquête judiciaire, il semble raisonnable de considérer que les opérations de secours demeurent prioritaires.

Le responsable de l'enquête judiciaire (chef policier de l'enquête) veille, pour accéder à la zone d'intervention et pour la réalisation de ses missions, à se coordonner étroitement avec le Dir-Pol. Dans la mesure du possible, cette coordination est préparée et consacrée dans le plan monodisciplinaire de la discipline 3.

3.2.9. Les réquisitions

La réquisition est un mécanisme exceptionnel par lequel l'autorité publique impose des prestations à des personnes physiques ou morales ou s'attribue l'usage ou la propriété de biens meubles ou l'usage de biens immeubles, sans que le consentement de ces personnes ou des détenteurs de ces biens ne soit exigé, et ce uniquement en cas de nécessité absolue d'intérêt public et en l'absence de tout autre moyen raisonnable à sa disposition dans un délai utile.

La réquisition ne peut s'appliquer qu'en vertu d'une loi et conformément à celle-ci.

Toute personne ne peut refuser les prestations qui lui sont imposées que si elles comportent un danger sérieux pour elle-même ou pour autrui, notamment si elle ne dispose pas des connaissances spécifiques qui seraient nécessaires à l'exécution de la prestation requise ou en l'absence de mesures de sécurité adéquates (12)

3.2.10. Les droits et obligations des représentants de l'établissement convoqué au comité de coordination et/ou au poste de commandement opérationnel

Lorsque la situation d'urgence concerne une entreprise ou une institution, celle-ci est en principe associée à la coordination opérationnelle (en tant que conseiller chargé de l'évaluation des risques pour les intervenants ou expert) et/ou stratégique (en tant qu'expert).

Selon la fonction à remplir, l'établissement désigne le représentant approprié.

Les fonctions de conseiller chargé de l'évaluation des risques pour les intervenants et d'expert ne sont pas cumulables.

Parallèlement, cet appui peut être complété par une cellule de crise mise en place au sein de l'établissement.

Toutefois, ce soutien ne peut mettre à mal ni la gestion de la situation d'urgence par l'autorité administrative, ni la mise en œuvre de ses décisions sur le terrain.

Par conséquent, il convient de rappeler que si le responsable de l'établissement reste responsable sur le site de celui-ci, l'autorité administrative est compétente pour prendre des mesures lorsque la sécurité publique est compromise ou est susceptible d'être compromise.

En cas de désaccord entre le responsable et l'autorité compétente sur les mesures à prendre, c'est la décision de cette dernière qui prévaut.

Si le responsable refuse de s'y conformer de manière à empêcher ou entraver l'exécution, le Gouverneur ou le Bourgmestre peut prendre des mesures de police.

4. Evaluation des exercices et des situations d'urgence – Retour d'expérience – Intégration des enseignements

A l'issue d'un exercice ou de la phase aiguë d'une situation d'urgence, les réponses apportées sont analysées et évaluées le plus rapidement possible, tant que tout est encore frais dans les mémoires. L'évaluation porte tant sur l'application des différents plans existants que sur leur interaction.

L'objectif est, d'une part, de faire apparaître les points positifs en vue de leur sauvegarde et, d'autre part, d'analyser les dysfonctionnements pour y apporter des solutions correctrices.

L'évaluation doit permettre d'adapter le cas échéant les schémas de réaction existants et d'améliorer l'efficacité des interventions.

5. Cooperation transfrontalière

Tant au niveau de la planification que de la gestion d'urgence, il importe de :

- collaborer avec la (les) province(s) et/ou le(s) pays voisin(s), en matière d'échange d'information réciproque (en ce compris l'échange de correspondants), d'intervention et d'information de la population;
- établir, le cas échéant, les accords y relatifs.

Annexe 2. — Structure du plan general d'urgence et d'intervention du gouverneur de province

1. Avant-propos

Mot de l'autorité administrative responsable :

- contexte
- raison d'être et objet du document
- approche de la structure
- lien vers site web

2. Informations relatives au present document

2.1. Données d'identification

- 2.1.1. Dénomination du plan
- 2.1.2. Date et/ou numéro de la version
- 2.1.3. Degré de confidentialité
- 2.1.4. Identification de l'éditeur

2.2. Données relatives à l'élaboration et l'approbation du plan

- 2.2.1. Date de clôture des travaux d'élaboration du plan au niveau de la cellule de sécurité
- 2.2.2. Date et signature de validation par le gouverneur de province
- 2.2.3. Date d'approbation par le ministre de l'intérieur

2.3. Liste et procédure de distribution

2.4. Gestion des versions – modifications – mises à jour + méthodologie (art. 26, 8°)

3. Préparation de situations d'urgence dans la province X

3.1. Cellule de sécurité

3.1.1. Composition

3.1.2. Organisation et fonctionnement (cf. ROI en annexe)

- 3.1.2.1. Lieu de réunion
- 3.1.2.2. Fréquence de réunion
- 3.1.2.3. Modalités pratiques

3.1.3. Missions (facultatif)

3.1.4. Equipement

3.2. Préparation logistique du comité de coordination et suivi (+ check-list)

3.3. Inventaire des risques

- 3.3.1. Inventaire des risques (art. 26, 1°, b)
- 3.3.2. Fixation de priorités
- 3.3.3. Localisation des risques (cf. cartographie en annexe)
- 3.3.4. Traitement des risques (cf. tableau (13))

3.4. Information préalable de la population

3.4.1. Types d'information

3.4.2. Modalités pratiques

3.5. Information et/ou formation (multidisciplinaire)

3.6. Exercices (art. 26, 7°)

- 3.6.1. Politique des exercices
- 3.6.2. Calendrier (cf. annexe)
- 3.6.3. Evaluation

4. Gestion de situations d'urgence dans la province X

4.1. Déroulement

4.1.1. Coordination opérationnelle (art. 26, 5°)

4.1.1.1. Poste de Commandement opérationnel

4.1.1.1.1. Missions pratiques

4.1.1.1.1.1. Avant l'activation du Comité provincial de coordination

4.1.1.1.1.2. Après l'activation du Comité provincial de coordination

4.1.1.1.2. Emplacement (14), signalisation et placement de celle-ci

4.1.1.1.3. Equipement

4.1.1.1.4. Désignation du Dir-PC-Ops

4.1.1.1.5. Renvoi aux plans monodisciplinaires (cf. annexe)

4.1.1.2. Point de Première Destination : localisation (facultatif)

4.1.1.3. Hélistrip : localisation (facultatif)

4.1.1.4. Organisation des disciplines

4.1.1.5. Lutte contre la source

4.1.1.5.1. Processus spécifiques monodisciplinaires

4.1.1.5.2. Processus spécifiques multidisciplinaires (15)

- 4.1.2. Coordination stratégique (art. 26, 5°)
 - 4.1.2.1. Notification, préalerte et alerte
 - 4.1.2.1.1. Préalerte des services du Gouverneur (cf. fiche d'action 1)
 - 4.1.2.1.2. Alerte des services du Gouverneur (art. 26, 2°)
 - 4.1.2.1.3. Alerte des disciplines, autorités et services potentiellement concernés (art. 26, 2°)
 - 4.1.2.2. Rassemblement d'information (cf. fiche d'action 2)
 - 4.1.2.3. Concertation avec le Gouverneur
 - 4.1.2.4. Détermination de la phase (art. 26, 4°) (cf. schéma)
 - 4.1.2.4.1. Déclenchement ou maintien de la phase communale par le bourgmestre
 - Préalerte éventuelle
 - 4.1.2.4.2. Déclenchement de la phase provinciale ? Renvoi aux points suivants
 - 4.1.2.4.3. Proposition de phase fédérale par le Gouverneur au Ministre ? Concertation Gouverneur – CGCCR
 - 4.1.2.4.4. Déclenchement de la phase fédérale par le Ministre
 - 4.1.2.5. Prise de décisions immédiates (cf. fiche d'action 3)
 - 4.1.2.5.1. Localisation du comité de coordination
 - 4.1.2.5.2. Confirmation ou infirmation du Dir-PC-ops
 - 4.1.2.5.3. Désignation du représentant de la discipline 5 au Poste de Commandement opérationnel
 - 4.1.2.5.4. Prise de mesures en attendant l'installation du comité de coordination provincial
 - 4.1.2.6. Activation et fonctionnement du comité de coordination provincial (cf. fiche d'action 4)
 - 4.1.2.6.1. Localisations
 - 4.1.2.6.2. Procédures d'accès
 - 4.1.2.6.3. Configuration des lieux et équipement
 - 4.1.2.6.4. Missions du personnel
 - 4.1.2.6.5. Composition minimale
 - 4.1.2.6.6. Organisation et fonctionnement (cf. ROI en annexe)
 - 4.1.2.7. Analyse et évaluation de la situation d'urgence
 - 4.1.2.7.1. Création d'un schéma de la situation (cf. fiche d'action 5)
 - 4.1.2.7.2. Echange d'informations avec le terrain (PC-OPS, exploitant, ...)(16)
 - 4.1.2.7.3. Evaluation
 - 4.1.2.8. Prise de mesures de protection
 - 4.1.2.8.1. Protection de la population
 - 4.1.2.8.1.1. Mise à l'abri (cf. fiche d'action 6)
 - 4.1.2.8.1.2. Evacuation (cf. fiche d'action 7) et transport, accueil et hébergement (cf. fiche d'action 8) (art. 26, 9°)
 - 4.1.2.8.1.3. Mesures préventives - Prophylaxie
 - 4.1.2.8.2. Soutien logistique (approvisionnement, ...)
 - 4.1.2.8.3. Protection du milieu naturel, en ce compris la chaîne alimentaire
 - 4.1.2.8.4. Protection de l'infrastructure
 - 4.1.2.9. Information (art. 26, 6°)
 - 4.1.2.9.1. Information des impliqués + Centre d'Appel Téléphonique (17)
 - 4.1.2.9.2. Information de la population + centre d'information de la population (art. 26, 1° d) (cf. liste en annexe)
 - 4.1.2.9.3. Information des médias + centre de presse
 - 4.1.2.10. Communication, concertation et coordination (+ schéma) (art. 26, 3°)
 - 4.1.2.10.1. Intradisciplinaire (cf. plans monodisciplinaires)
 - 4.1.2.10.2. Interdisciplinaire
 - 4.1.2.10.3. Stratégico (CC) - opérationnelle (PC-Ops, exploitant, ...)
 - 4.1.2.10.4. Autorités communales + comités de coordination communaux (cf. emplacements en annexe)
 - 4.1.2.10.5. Autorités provinciales (cf. fiche d'action 9 coopération provinciale)
 - 4.1.2.10.6. Autorités fédérales et régionales
 - 4.1.2.10.7. Autorités étrangères (cf. carte action 9 coopération internationale)
 - 4.1.2.11. Echelonnement du phasage (art. 26, 4°)
 - 4.1.2.11.1. Echelonnement vers le haut
 - 4.1.2.11.1.1. Déclenchement de la phase fédérale par le Ministre
 - 4.1.2.11.1.2. Levée de la phase provinciale
 - 4.1.2.11.1.3. Conséquences au niveau provincial
 - 4.1.2.11.2. Echelonnement vers le bas
 - 4.1.2.11.2.1. Déclenchement de la phase communale par le bourgmestre
 - 4.1.2.11.2.2. Levée de la phase provinciale
 - 4.1.2.11.2.3. Désactivation du plan provincial
 - 4.1.2.12. Fin de la situation d'urgence (art. 26, 4°)
 - 4.1.2.12.1. Levée de la phase provinciale et notification de la fin de la situation d'urgence
 - 4.1.2.12.2. Désactivation du plan provincial
 - 4.1.2.12.3. Transition vers le rétablissement
 - 4.1.2.12.3.1. Procédure
 - 4.1.2.12.3.2. Actions
 - 4.1.2.12.3.2.1. Repli des services d'intervention

- 4.1.2.12.3.2.2. Missions de sécurité
- 4.1.2.12.3.2.3. Enquête judiciaire
- 4.1.2.12.3.2.4. Nettoyage du site
- 4.1.2.12.3.2.5. Information post-crise
- 4.1.2.12.3.2.6. Encadrement (psychosocial) des victimes
- 4.2. Outils de gestion
 - 4.2.1. Fiches d'action de base (facultatives)
 - 4.2.1.1. FICHE D'ACTION 1. Pré-alerte
 - 4.2.1.2. FICHE D'ACTION 2. Rassemblement d'informations
 - 4.2.1.3. FICHE D'ACTION 3. Prise de décisions immédiates
 - 4.2.1.3.1. Localisation du comité de coordination
 - 4.2.1.3.2. Confirmation ou infirmation du Dir-PC-ops
 - 4.2.1.3.3. Désignation du représentant de la discipline 5 au Poste de Commandement opérationnel
 - 4.2.1.3.4. Prise de mesures en attendant l'installation du comité de coordination provincial
 - 4.2.1.4. FICHE D'ACTION 4. Déclenchement phase provinciale
 - 4.2.1.5. FICHE D'ACTION 5. Schéma de la situation
 - 4.2.1.6. FICHE D'ACTION 6. Mise à l'abri
 - 4.2.1.7. FICHE D'ACTION 7. Evacuation
 - 4.2.1.8. FICHE D'ACTION 8. Transport, accueil et hébergement en cas d'évacuation
 - 4.2.1.9. FICHE D'ACTION 9. Coopération interprovinciale et internationale (18)
 - 4.2.1.10. Autres
 - 4.2.2. Fiches d'action spécifiques relatives aux risques
 - 4.2.2.1. Risques pour lesquels un PPUi existe (résumé du PPUi ou simple renvoi)
 - 4.2.2.2. Risques pour lesquels un PPUi devra être élaboré (fiche)
 - 4.2.2.3. Autres risques (fiche)
 - 4.2.3. Rapports et formulaires types qui donnent des informations sur une situation d'urgence, la confirment et en annoncent la fin ainsi que le formulaire type pour le livre de bord (art. 26, 10°), ...
 - 4.2.4. Check-lists, ordigrammes décisionnels, ... (19)
- 5. Rétablissement (pour information car cet aspect ne fait pas partie du plan d'urgence)
 - 5.1. Concept
 - 5.2. Thématiques prioritaires et partenaires éventuels
 - 5.2.1. Encadrement des victimes après la crise
 - 5.2.2. Remise en service
 - 5.2.3. Relogement des personnes évacuées
 - 5.2.4. Enquête judiciaire après la crise
 - 5.2.5. Gestion des demandes d'indemnisation et assurances
 - 5.2.6. Gestion des dons
 - 5.2.7. Information
- 6. Débriefing de la situation d'urgence et des exercices – retour d'expérience – intégration des enseignements
 - 6.1. Méthodologie (20)
 - 6.2. Adaptation du plan
- 7. Annexes
 - 7.1. Annexes communes
 - 7.1.1. Fiches de contact (Annuaire) (art. 26, 1° a)
 - 7.1.1.1. Service/autorité/société
 - 7.1.1.2. Nom, prénom
 - 7.1.1.3. Titre de fonction/mission
 - 7.1.1.4. Adresse
 - 7.1.1.5. Moyens de contact (téléphone, gsm, fax, e-mail, pager, Astrid, ...)
 - 7.1.1.6. Heures de contact
 - 7.1.2. Inventaire des plans nationaux, communaux et monodisciplinaires
 - 7.1.3. Cartographie (ex : pour l'inventaire des risques)
 - 7.1.4. Lexique des notions spécifiques de la Province X (en ordre alphabétique)
 - 7.1.5. Abréviations spécifiques de la Province X (en ordre alphabétique)
 - 7.1.6. Logos spécifiques de la Province X
 - 7.2. Annexes relatives à la préparation
 - Règlement d'ordre intérieur de la cellule de sécurité provinciale
 - 7.3. Annexes relatives à la gestion
 - 7.3.1. Inventaire des moyens d'alerte de la population
 - 7.3.1.1. Propres moyens
 - 7.3.1.2. Moyens du secteur public (21)
 - 7.3.1.3. Moyens du secteur privé (22)

- 7.3.2. Inventaire des moyens de gestion
 - 7.3.2.1. Moyens provinciaux :
 - Les moyens et capacités des services provinciaux (art. 26,1°c)
 - 7.3.2.2. Moyens du secteur public : Les moyens et capacités des disciplines, services fédéraux et communaux (art. 26, 1°, c)
 - 7.3.2.3. Moyens du secteur privé :
 - Les centres d'information, les services spécialisés et leurs moyens (art. 26, 1°, d)
- 7.3.3. Règlement d'ordre intérieur du comité de coordination provincial
- 7.3.4. Fiches de fonction du comité de coordination provincial
- 7.3.5. Emplacement des comités de coordination communaux
- 7.4. Annexes relatives aux exercices
- Calendrier des exercices

Notes

- (1) M.B., 15 mars 2006.
- (2) Concernant les gouverneurs de province, voir l'article 128 de la loi provinciale et la circulaire ministérielle du 20 décembre 2002 relative aux tâches exercées par les autorités provinciales pour le Service public fédéral Intérieur, M.B., 23 mai 2002; concernant les bourgmestres, voir les articles 133 et suivants de la Nouvelle loi communale.
- (3) M.B., 15 mars 2006.
- (4) M.B., 10 janvier 2007.
- (5) M.B., 21 février 2003.
- (6) Article 3 (pas encore en vigueur) de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, M.B., 31 juillet 2007.
- (7) Article 6, § 2 de l'arrêté royal du 16 février 2006.
- (8) Loi du 22 mai 2001 portant assentiment à l'Accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, les régions flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale relatif à la maîtrise de dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, M.B., 16 juin 2001.
- (9) Article 18 de l'Accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, les régions flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale relatif à la maîtrise de dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.
- (10) Points 10.4 et 10.5 de l'arrêté royal du 17 octobre 2003 portant fixation du plan d'urgence nucléaire et radiologique pour le territoire belge, M.B., 20 novembre 2003.
- (11) Arrêté royal du 31 janvier 2003 portant fixation du plan d'urgence pour les événements et situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national, M.B., 21 février 2003.
- (12) Article 422ter du Code pénal.
- (13) Risques pour lesquels un PPUI existe et localisation du PPUI (version papier et/ ou électronique), risques pour lesquels un PPUI sera élaboré,...
- (14) Facultatif. Si la détermination préalable est impossible, il convient de renvoyer aux critères généraux du manuel.
- (15) Exemple : actions de destruction d'agents biologiques.
- (16) En bref; pour le surplus, voir point 4.1.5.3.
- (17) Localisation et mise à disposition du local – l'organisation et le fonctionnement faisant partie de la discipline 2.
- (18) Inventaire des conventions, résumé de leur contenu, localisation
- (19) Si ces informations ne sont pas déjà contenues dans les fiches d'action
- (20) Qui, comment, établissement et diffusion des PV, ...
- (21) Exemple : sirènes de la Protection civile.
- (22) Exemple : médias, organisations privées.

Bijlage 1. — Beschrijvend gedeelte

- 6. Algemeen kader
 - 6.1. Reglementering
 - De Provinciegouverneurs en de Burgemeesters zijn belast met de noodplanning en het crisisbeheer (23)).
 - Die opdrachten worden geregeld bij het koninklijk besluit van 16 februari 2006 betreffende de nood- en interventieplannen (24), aangevuld met de ministeriële omzendbrief NPU-1 van 26 oktober 2006 (25).
 - De noodplanning van de nationale overheden wordt geregeld bij het koninklijk besluit van 31 januari 2003 tot vaststelling van het noodplan voor de crisisgebeurtenissen en -situaties die een coördinatie of een beheer op nationaal niveau vereisen (26).
 - 6.2. Civiele Veiligheid
 - De Civiele Veiligheid omvat alle civiele maatregelen en middelen nodig voor het volbrengen van de opdrachten om te allen tijde personen en hun goederen en leefomgeving ter hulp te komen en te beschermen (27).
 - De civiele veiligheid werd in het verleden voornamelijk benaderd vanuit het beheer van noodsituaties op het moment dat ze zich voordeden, maar vanaf heden is ze gebaseerd op het risicobeheer zoals hieronder gedefinieerd.
 - 6.3. Risicobeheer
 - 6.3.1. Begrip
 - Risicobeheer is een dynamisch verbeteringsproces en bestaat uit volgende stappen :
 - 1. Bepaling (voorzien)
 - 2. Preventie (vermindering)
 - 3. Voorbereiding (met inbegrip van de noodplanning)
 - 4. Beheer van de noodsituatie

5. Herstel (terugkeer naar het normale leven)

6. Verwerken van de getrokken lessen

6.3.2. Risico-inventaris

Onverminderd de bevoegdheid van de Burgemeester, moet de Gouverneur de risico's bepalen die zich op zijn bevoegdheidsgebied bevinden, om zo een adequate noodplanning te ontwikkelen.

6.3.3. Schakels tussen risico-identificatie, preventie en voorbereiding

Deze drie dimensies vormen de basis voor de andere stappen van het risicobeheer. Ze zijn complementair en onderling afhankelijk in de zin dat activiteiten die enkel steunen op één enkele van die drie polen onvoldoende zijn om het fenomeen en de impact ervan in zijn globaliteit te controleren. Tussen die eerste drie stappen wordt dus best een link gelegd en onderhouden.

6.4. Begrippen noodplanning en noodsituatie

In de noodplanning worden de coördinatieactiviteiten en -mechanismen opgenomen die in werking moeten worden gesteld wanneer een noodsituatie zich voordoet.

Met een noodsituatie wordt bedoeld «elke gebeurtenis die schadelijke gevolgen voor het maatschappelijk leven veroorzaakt of veroorzaken kan, zoals een ernstige verstoring van de openbare veiligheid, een ernstige bedreiging ten opzichte van het leven of de gezondheid van personen en/of ten opzichte van belangrijke materiële belangen, en waarbij de coördinatie van de disciplines is vereist om de dreiging weg te nemen of om de schadelijke gevolgen te beperken.» (28)

7. Voorbereiding

7.1. Noodplannen

Bij de noodplanning vinden we de drie volgende soorten plannen :

7.1.1. Nood- en interventieplan (NIP)

Dit plan omschrijft het principe multidisciplinaire coördinatie, de opdrachten die van de disciplines verwacht worden en de modaliteiten van beleidscoördinatie voor wanneer een noodsituatie zich voordoet en omvat :

- het Algemeen Nood- en Interventieplan (ANIP), dat de algemene richtlijnen bevat en de informatie die nodig is om elke soort noodsituatie te kunnen beheren;
- het Bijzonder Nood- en Interventieplan (BNIP), dat het ANIP aanvult met specifieke richtlijnen voor een bijzonder risico.

7.1.2. Monodisciplinaire interventieplannen

Dit plan regelt de interventiemodaliteiten van een discipline, overeenkomstig het bestaande NIP. Het slaat in het bijzonder op de alarmering en het uitrukken, de opschaling en versterkingen, de taakverdeling, de communicatie, de commandovoering en het aflossen van de commandovoering in de verschillende fases en de vertegenwoordiging van de discipline bij de commandopost operaties (CP-Ops) en in het Coördinatiecomité (CC).

Bovendien geeft het de middelen aan die kunnen worden ingezet. Tot slot moet bijzondere aandacht worden gereserveerd voor de interactie met de andere disciplines.

7.1.3. Intern noodplan

Het intern noodplan is een document op het niveau van het bedrijf en/of instelling, dat er op gericht is de schadelijke gevolgen van een noodsituatie te beperken door het uitwerken van aangepaste materiële en organisatorische noodmaatregelen, opgesteld door het betrokken bedrijf of instelling.

Ook hier dient gestreefd te worden naar een maximale afstemming met de NIP's en de monodisciplinaire interventieplannen.

7.2. Veiligheidscel

De Gouverneur richt een veiligheidscel op, die de voorbereiding van de noodsituaties organiseert.

7.2.1. Samenstelling

De provinciale Veiligheidscel bestaat minstens uit :

- de Gouverneur, als voorzitter;
- een vertegenwoordiger van elke discipline;
- de ambtenaar belast met de noodplanning, die ook voor het secretariaat zorgt.

In het kader van de interactie van de opdrachten van de bestuurlijke en van de gerechtelijke politie is de aanwezigheid van de Procureur des Konings aangewezen, om bij het beheer van een noodsituatie de modaliteiten te regelen opdat zijn opdrachten harmonieus gebeuren met respect voor de opdrachten van de disciplines.

De Gouverneur kan eveneens experts oproepen.

7.2.2. Opdrachten

De veiligheidscel heeft als opdracht :

6. nood- en interventieplannen uit te werken, te actualiseren (bijwerken en getrokken lessen erin verwerken, binnen de limieten van de regelgeving) en de bestemmingen hierover te informeren;

7. oefeningen te organiseren;

8. noodsituaties en oefeningen te evalueren;

9. de risico-inventaris en -analyse op te maken;

10. de voorafgaande informatie aan de lokale bevolking over de noodplanning te organiseren.

7.2.3. Organisatie en werking

Eén van de eerste taken van de veiligheidscel bestaat erin een huishoudelijk reglement op te stellen, waarin minstens volgende punten staan : plaats en frequentie van de vergaderingen, precieze samenstelling, modaliteiten van samenroepen, dagorde en bespreking, opstellen van het proces-verbaal.

7.3. Voorafgaande informatie aan de bevolking

Ongeacht een noodsituatie wordt de lokale bevolking op gepaste wijze door de Veiligheidscel geïnformeerd over :

- de risico's waaraan ze kan worden blootgesteld;
- de maatregelen die de bevolking kan nemen bij een noodsituatie;
- de maatregelen die de overheden hebben genomen om het risico maximaal te beperken;
- de alarmeringsmodaliteiten;

waarbij onder andere wordt verwezen naar de provinciale noodplannen.

De verspreiding van deze informatie kan onder verschillende vormen gebeuren (brieven die huis-aan-huis worden bedeeeld, infosessies, artikels in een lokaal tijdschrift, internet).

7.4. Opleiding

De actoren van de noodplanning en het crisisbeheer worden geïnformeerd over hun opdrachten en worden diepgaand en continu opgeleid over het beheer van noodsituaties.

De multidisciplinaire opleidingen worden georganiseerd door de Gouverneur, de monodisciplinaire opleidingen door de betrokken discipline. In beide gevallen wordt bijzondere aandacht besteed aan de multidisciplinaire cultuur.

7.5. Oefeningen

De oefeningen zijn, naast de organisatie van opleidingen een onmisbaar element die het de betrokken actoren mogelijk moeten maken om hun opdracht met succes te vervullen.

7.5.1. Algemene methodologie

Opdat de oefeningen voor iedereen nuttig zouden zijn, worden de te testen aspecten van het plan vooraf omschreven in overleg met alle betrokken overheden en diensten. In de oefeningen wordt gewerkt rond de voltooide gedeeltes van het plan.

De oefeningen worden geëvalueerd door de veiligheidscel. Indien de vooropgestelde doelstellingen niet werden gerealiseerd, moeten de oorzaken hiervan onderzocht worden en mogelijke aanpassingen gebeuren.

De organisatiemodaliteiten en de frequentie worden in het huidig plan bepaald, met uitzondering van de oefeningen die worden opgelegd bij bijzondere wetgeving.

7.5.2. Verplichtingen inzake Seveso-risico (29)

De interne noodplannen Seveso worden getest en zo nodig herzien en bijgewerkt. De exploitanten doen dit regelmatig, minstens om de drie jaar. De Provinciegouverneurs organiseren oefeningen voor wat betreft de externe Sevesoplannen.

Voor de nood- en interventieplannen van de overheden belast de Minister die bevoegd is inzake Civiele Bescherming, of zijn mandataris, zich hiermee. In de praktijk voeren de Provinciegouverneurs deze opdracht uit.

Deze herziening houdt rekening met de wijzigingen die in de betrokken bedrijven en de betrokken interventiediensten zijn gebeurd, met nieuwe technische kennis en kennis over de maatregelen die genomen moeten worden bij zware ongevallen (30).

7.5.3. Verplichtingen inzake nucleair risico

De Provinciegouverneurs nemen deel aan de nucleaire oefeningen georganiseerd door het Coördinatie en Crisiscentrum van de Regering (CGCCR), met name :

een jaarlijkse oefening georganiseerd voor de kerncentrales van Doel en Tihange;

een oefening om de twee jaar voor de vier andere installaties (Instituut voor Radio-elementen, Belgonucléaire, Belgoproces en het Studiecentrum voor Kernenergie);

Een oefening van grote omvang (globale oefening) om de drie jaar.

Elke oefening wordt geëvalueerd door alle betrokken partijen, die er lessen uit trekken voor eigen gebruik. Onder de verantwoordelijkheid van het CGCCR wordt een jaarlijks globaal rapport van de oefeningen opgesteld, dat wordt overgemaakt aan de Minister van Binnenlandse Zaken. In dit globaal rapport staat ook een actieplan, waarin alle corrigerende activiteiten staan die het resultaat zijn van het doorgeven van ervaring met de oefeningen.

8. Beheer van de noodsituatie

8.1. Monodisciplinaire aspecten

De opdrachten van de interventiediensten zijn onderverdeeld in vijf functionele disciplines, die elk gecoördineerd worden door een directeur :

— Discipline 1 : de hulpverleningsoperaties (Directeur van de brandweer, « Dir-Bw »)

— Discipline 2 : de medische, sanitaire en psychosociale hulpverlening (Directeur medische hulpverlening, « Dir-Med »)

— Discipline 3 : de politie van de plaats van de noodsituatie (Directeur van de politie « Dir-Pol »)

— Discipline 4 : logistieke ondersteuning (Directeur van de logistiek, « Dir-Log »)

— Discipline 5 : informatie aan de bevolking (Directeur Informatie, « Dir-Info »)

De belangrijkste opdrachten die zij vervullen staan opgesomd in artikelen 10 tot 14 van het koninklijk besluit van 16 februari 2006.

8.2. Multidisciplinaire aspecten

8.2.1. Noodplanningsfasen

Voor het merendeel van de gebeurtenissen is er operationele coördinatie op gemeentelijk vlak tussen de interventiediensten.

De aard, omvang en/of potentiële gevolgen van de gebeurtenis kunnen, onder andere op basis van de aanbeveling van de operationeel directeur, rechtvaardigen dat de operationele coördinatie wordt aangevuld met beleidscoördinatie. In dat geval kan het beheer gebeuren op drie niveaus, die fasen worden genoemd :

- de gemeentelijke fase, waarin de interventiediensten optreden, wanneer de omvang van de noodsituatie een beheer ervan door de Burgemeester vereist;
- de provinciale fase, waarin de verschillende interventiediensten optreden
 - ofwel wanneer de omvang van de noodsituatie een beheer hiervan door de Gouverneur vereist;
 - ofwel wanneer de directe gevolgen van de noodsituatie het grondgebied van de gemeente overschrijden;
- de federale fase, waarin de noodsituatie wordt gecoördineerd of beheerd op nationaal niveau (31).

Het opstarten van een fase is een strategische beslissing, die derhalve enkel mag worden genomen door de bevoegde overheid, zonder mogelijkheid van delegatie.

De overgang van de ene fase naar een andere en het opheffen van een fase gebeuren in overleg tussen de betrokken overheden.

8.2.2. Opstarten van het nood- en interventieplan

De Gouverneur die de provinciale fase opstart, ziet toe op de activering van het provinciaal nood- en interventieplan.

Het Centrum voor het eenvormig oproepstelsel zorgt voor de alarmering en oproep van de betrokken diensten en overheden, overeenkomstig het huidige nood- en interventieplan, dat aan het Centrum werd overgemaakt.

8.2.3. Operationele coördinatie

De Directeur van de commandopost operaties (Dir-CP-Ops) zorgt voor de operationele coördinatie. Deze functie wordt in principe uitgeoefend door de officier van de brandweerdienst die ter plaatse aanwezig is en die de hoogste graad heeft. Maar omwille van de aard van de noodsituatie of de evolutie ervan kan de bevoegde administratieve overheid beslissen om deze functie na overleg op te dragen aan een andere discipline. Deze overdracht kan bijvoorbeeld gebeuren wanneer de interventies van de overdragende discipline niet meer primordiaal zijn.

De commandopost operaties wordt geïnstalleerd wanneer er multidisciplinaire coördinatiemaatregelen nodig zijn om de noodsituatie te beheersen.

De commandopost operaties bestaat uit de Dir-CP-Ops, de raadgever die de risico's in verband met de interventie moet inschatten, een secretaris die onder andere een logboek moet bijhouden en – minstens – de directeurs van elke betrokken discipline. De personen die deze functies waarnemen worden in de mate van het mogelijke aangeduid in het NIP. Een vertegenwoordiger van de betrokken instelling of onderneming en elke expert die nuttig wordt geacht, kunnen er ook deel van uitmaken.

De Dir-CP-Ops draagt de volledige verantwoordelijkheid voor de coördinatie van de operaties. In afwachting van de installatie van het coördinatiecomité staat hij ook in voor de beleidscoördinatie.

Van zodra het coördinatiecomité geïnstalleerd is, wordt een prioritaire, directe en continue verbinding tussen het coördinatiecomité en de Dir-CP-Ops verzekerd.

De grote organisatieprincipes van de operationele coördinatie zijn omschreven in het provinciaal noodplan.

8.2.4. Beleidscoördinatie

Het coördinatiecomité zorgt voor de beleidscoördinatie, voorgezeten door de overheid die belast is met het beheer van de noodsituatie.

In de gemeentelijke fase zet de gouverneur, die door de burgemeester werd gealarmeerd, zijn coördinatiecomité in stand-by (vooralarm).

In de provinciale fase zorgt de gouverneur voor de beleidscoördinatie.

Het provinciaal coördinatiecomité bestaat minimaal uit de ambtenaar belast met de noodplanning en de verantwoordelijke van elke discipline, die door de discipline zelf in haar monodisciplinair plan is aangeduid. De burgemeesters van de getroffen gemeenten maken er eveneens deel van uit of laten zich er vertegenwoordigen indien de aard van de noodsituatie hun aanwezigheid vereist in het gemeentelijke coördinatiecomité. In het kader van de interactie van de opdrachten van de bestuurlijke en van de gerechtelijke politie is de aanwezigheid van de Procureur des Konings aangewezen, om bij het beheer van een noodsituatie de modaliteiten te regelen opdat zijn opdrachten harmonieus gebeuren met respect voor de opdrachten van de disciplines

Elke disciplineverantwoordelijke ziet erop toe dat de opdrachten van zijn discipline effectief worden uitgevoerd overeenkomstig de ontwikkelde actiefilosofie.

De burgemeester staat in zijn gemeente in voor de beleidscoördinatie, overeenkomstig de instructies van de Gouverneur.

In de federale fase voert de gouverneur de beslissingen uit die op federaal niveau werden genomen. Hij activeert dan zijn coördinatiecomité, indien dat al niet gebeurd was in het kader van de provinciale fase.

Naast de organisatie van de beleidscoördinatie bepaalt het huidige plan de plaats van bijeenkomst van het coördinatiecomité en één of meerdere alternatieven voor wanneer die plaats in de interventiezone ligt.

8.2.5. Organisatie van de interventieplaats

8.2.5.1. Begrip zonerings

De organisatie van de interventieplaatsen is gebaseerd op het begrip zonerings.

In het stadium van de noodplanning en wanneer het risico van op voorhand lokaliseerbaar is, spreken we van een noodplanningszone. Het is een zone waarvoor, afhankelijk van een bijzonder risico, de nodige maatregelen voor de bevolking vooraf worden bepaald in een bijzonder nood- en interventieplan.

De interventiezone is de zone die, volgens de instructies van de Dir-CP-Ops, werkelijk wordt afgebakend in functie van een concrete noodsituatie en waarin de benodigde maatregelen worden genomen en uitgevoerd.

8.2.5.2. Eerstenuddzone

De eerstenuddzone is de zone waar er een groot gevaar voor de interventiediensten is of kan worden verwacht.

Wanneer het risico vooraf lokaliseerbaar is – en om improvisatie bij een noodsituatie te beperken – dan is de eerstenuddperimeter in de mate van het mogelijke vooraf bepaald in het NIP en wordt hij ambtshalve geïnstalleerd door de discipline 3.

Wanneer het risico niet vooraf lokaliseerbaar is, dan wordt een eerstenuddperimeter bepaald door de eerste verantwoordelijke van de discipline 1 of, bij afwezigheid, door de eerste verantwoordelijke van de discipline 3 en dan wordt de perimeter ook door die discipline geïnstalleerd.

8.2.5.3. Interventiezone

Afhankelijk van de noodsituatie kan de interventiezone als volgt worden onderverdeeld :

de rode zone die – mits akkoord van de Dir-CP-Ops – toegankelijk is voor de interventiediensten, de experts en de technici;

de oranje zone die – mits akkoord van de Dir-CP-Ops – ook toegankelijk is voor personen die er wonen of werken. Hierin wordt de logistieke ondersteuning georganiseerd van de interventiediensten en

de gele zone, waartoe de toegang wordt afgeraden voor personen die er noch wonen, noch werken. Die zone is er om de toegang voor de interventiediensten tot de geteisterde zone te vergemakkelijken.

De rode, oranje en gele zones zijn respectievelijk afgebakend door de uitsluitingsperimeter, de isolatieperimeter en de ontradingperimeter.

8.2.5.4. Gerechtelijke zone

Op vraag van de gerechtelijke overheid kan een gerechtelijke zone eventueel worden afgebakend in overleg met de Dir-CP-Ops.

Deze zone omsluit de ruimte die noodzakelijk beschermd moet worden voor de uitvoering van taken van technische en wetenschappelijke politie en waarin sporen en aanwijzingen kunnen worden aangetroffen. De zone wordt afgebakend door een gerechtelijke perimeter – zo nodig gematerialiseerd via een politielint. Toegang tot deze perimeter is enkel mogelijk door gemachtigde personen via één enkel toegangspunt, dat door een politieagent wordt gecontroleerd.

Doel van deze reglementering is om elke vervuiling met exogene sporen van de plaats van de noodsituatie drastisch te beperken.

8.2.5.5. Punt van Eerste Bestemming (PEB)

Dit punt is een rendez-vouspunt dat van het gevaar verwijderd is en waar alle hulpverleners naar toe moeten gaan via een reiweg die buiten de interventiezone ligt.

Het noodplan bepaalt verschillende mogelijke punten van eerste bestemming.

8.2.6. Beschermingsmaatregelen

De Dir-CP-Ops geeft vooreerst richtlijnen betreffende de veiligheidsmaatregelen die de hulpverleners moeten naleven en over de maatregelen die naar de bevolking toe moeten worden toegepast.

Vanaf de installatie van het coördinatiecomité doet de Dir-CP-Ops een beroep op de administratieve overheid, opdat zij beschermingsmaatregelen zou nemen.

Deze maatregelen kunnen de bevolking betreffen, maar ook het leefmilieu (met inbegrip van de voedselketen), de infrastructuur of de logistieke ondersteuning (bevoorrading).

Onder de beschermingsmaatregelen voor de bevolking vinden we onder meer schuilen, preventieve maatregelen en evacuatie.

Schuilen is de maatregel die als eerste overwogen moet worden, zo nodig gecombineerd met het tochtvrij maken van deuren en vensters en het afsluiten van verluchtungs- en ventilatiesystemen, In het merendeel van de noodsituaties is schuilen inderdaad de meest efficiënte beschermingsmaatregel voor de bevolking.

Wanneer schuilen niet geschikt blijkt gezien de omstandigheden van de noodsituatie, dan kan de evacuatie van de bewoners in de buurt van de plaats van het ongeval worden overwogen.

Evacuatie van bevolkingsgroepen blijft een uitzonderlijke maatregel. Er wordt meestal toe besloten bij ontploffingsgevaar, voor zover dat niet nakend is, of wanneer personen niet direct blootgesteld zijn aan een chemisch of stralingsgevaar. Derhalve kan het dus een « nood- of onmiddellijke evacuatie » of een « preventieve evacuatie » zijn.

Huidig plan bepaalt de modaliteiten en middelen voor transport, onthaal en huisvesting bij een evacuatie van personen die door de gebeurtenis getroffen zijn.

8.2.7. Communicatie en telecommunicatie

Om onvoorziene omstandigheden zo goed mogelijk te beheersen bij een noodsituatie, is het belangrijk op de communicatie te anticiperen en het communicatieplan voor te bereiden. Daartoe bepaalt de noodplanning de middelen, de modaliteiten en het schema voor de communicatie binnen één discipline (via de monodisciplinaire plannen), tussen de disciplines en tussen het coördinatiecomité en de commandopost operaties.

Aldus is de adequate verspreiding van informatie en/of richtlijnen aan de bevolking en informatie aan de media verzekerd, onder de verantwoordelijkheid van de administratieve overheid.

Die overheid moet erop letten dat er over niets wordt gecommuniceerd dat het gerechtelijk onderzoek kan schaden. Overleg met de gerechtelijke overheid dringt zich op.

Tot slot stelt de Gouverneur de nodige infrastructuur ter beschikking van discipline 2 voor de organisatie en werking van een centraal informatiepunt (CIP) gericht op het verzamelen, het centraliseren en het verifiëren van informatie aangaande de identiteit en lokalisatie van ongedeerde, gewonde en overleden slachtoffers.

8.2.8. Het gerechtelijk onderzoek

Het optreden van de politiediensten bij een noodsituatie omvat de opdrachten en taken van bestuurlijke en gerechtelijke politie, die geregeld worden door onderscheiden regimes en die worden uitgevoerd onder de verantwoordelijkheid van verschillende overheden.

Het merendeel van de noodsituaties leiden tot de opening van een gerechtelijk onderzoek onder de autoriteit van de bevoegde Parketmagistraat, om vast te stellen of een strafbaar feit (aanslagen op personen of goederen) werd gepleegd. Dat onderzoek heeft als doel om de oorsprong, de oorzaken en de verantwoordelijkheden te bepalen.

Wanneer hulpverleningsoperaties en een gerechtelijk onderzoek op hetzelfde moment en op dezelfde plaats worden uitgevoerd, kan redelijkerwijze aangenomen worden dat de hulpverleningsoperaties prioritair zijn.

Om toegang te krijgen tot de interventiezone en om zijn opdrachten te verwezenlijken ziet de verantwoordelijke van het gerechtelijk onderzoek (politiechef van het onderzoek) erop toe dat hij nauw coördineert met de Dir-Pol. In de mate van het mogelijke wordt deze coördinatie voorbereid en vastgelegd in het monodisciplinair plan van discipline 3.

8.2.9. Opeisingen

De opeising is een uitzonderlijk mechanisme waardoor de openbare overheid prestaties oplegt aan fysieke personen of rechtspersonen of zich het gebruik of de eigendom toeëigent van roerende goederen of het gebruik van onroerende goederen, zonder dat de toestemming van die personen of die van de houders van die goederen vereist is en dit enkel bij een absolute noodzaak van openbaar belang en wanneer die overheid binnen een nuttige termijn geen ander redelijk middel ter beschikking kan hebben.

Een opeising kan enkel worden toegepast krachtens en overeenkomstig een wet.

Iemand kan de prestaties die hem worden opgelegd enkel maar weigeren als ze een ernstig gevaar voor hemzelf of voor iemand anders inhouden, in het bijzonder wanneer hij niet over de specifieke kennis beschikt die nodig is voor de uitvoering van de vereiste prestatie of bij gebrek aan adequate veiligheidsmaatregelen(32).

8.2.10. Rechten en plichten van de vertegenwoordigers van een instelling die wordt opgeroepen in het coördinatiecomité of bij de commandopost operaties

Wanneer de noodsituatie een onderneming of instelling betreft, dan wordt zij in principe betrokken bij de operationele (als adviseur belast met de evaluatie van de risico's voor de intervenanten of als expert) en/of beleidscoördinatie (als expert).

Naar gelang van de functie duidt de instelling de gepaste vertegenwoordiger aan.

De functies van adviseur belast met de evaluatie van de risico's voor de intervenanten en van expert zijn niet cumuleerbaar.

Daarnaast kan die ondersteuning worden aangevuld met een crisiscel, die in de instelling wordt geïnstalleerd.

De ondersteuning mag het beheer van de noodsituatie door de administratieve overheid niet verstoren en ook niet de implementatie van de beslissingen op het terrein.

Bijgevolg herinneren we er best aan dat als de verantwoordelijke van de instelling verantwoordelijk blijft op de site ervan, de administratieve overheid bevoegd is om maatregelen te nemen wanneer de openbare veiligheid in gevaar wordt gebracht of kan worden.

Indien de verantwoordelijke en de bevoegde overheid het niet eens zijn over de te nemen maatregelen, dan heeft de beslissing van de bevoegde overheid de overhand.

Als de verantwoordelijke weigert zich erbij neer te leggen dusdanig dat hij de uitvoering verhindert of belemmert, dan kan de Gouverneur of de Burgemeester politimaatregelen treffen.

9. Evaluatie van oefeningen en van noodsituaties – Doorgeven van ervaringen – Opnemen van getrokken lessen

Na afloop van een oefening of van de acute fase van een noodsituatie worden de aangebrachte reacties zo snel mogelijk geanalyseerd en geëvalueerd, wanneer alles nog vers in het geheugen ligt. De evaluatie slaat zowel op de toepassing van verschillende bestaande plannen als op de interactie tussen die plannen.

Doel is om, enerzijds de positieve punten naar voren te laten komen, zodat ze bewaard blijven en anderzijds de disfuncties te analyseren om er verbeteringen op aan te brengen.

De evaluatie moet het mogelijk maken om in voorkomend geval de bestaande reactieschema's aan te passen en de efficiëntie van de interventies te verbeteren.

10. Grensoverschrijvende samenwerking

Zowel qua planning als qua beheer van de noodsituatie is het belangrijk om :

- samen te werken met de aangrenzende provincie(s) en/of buurland(en) inzake wederzijdse uitwisseling van informatie (met inbegrip van de uitwisseling van contactpersonen) en inzake interventie en informatie aan de bevolking;
- in voorkomend geval daartoe akkoorden op te stellen.

BIJLAGE 2. Structuur van het algemeen nood- en interventieplan van de provinciegouverneur

1. Voorwoord

Woord vooraf van de verantwoordelijke bestuurlijke overheid :

- achtergrond
- bestaansreden en onderwerp van dit plan
- bespreking van de structuur
- link naar de website

2. Informatie over dit plan

2.1. Identificatiegegevens

- 2.1.1. Benaming van het plan
- 2.1.2. Datum en/of versienummer
- 2.1.3. Vertrouwelijkheidsgraad
- 2.1.4. Identificatie van de schrijver

2.2. Gegevens over de uitwerking en goedkeuring van dit plan

- 2.2.1. Datum van sluiting van de werkzaamheden rond dit plan op niveau van de veiligheidscel
- 2.2.2. Datum en handtekening van goedkeuring van de provinciegouverneur
- 2.2.3. Datum van goedkeuring door de Minister van Binnenlandse Zaken

2.3. Verspreidingslijst en –procedure

2.4. Versiebeheer – wijzigingen – updates + methodologie (art. 26, 8°)

3. Voorbereiding op noodsituaties in provincie X
 - 3.1. Veiligheidscel
 - 3.1.1. Samenstelling
 - 3.1.2. Organisatie en werking (zie RIO in bijlage)
 - 3.1.2.1. Plaats van vergadering
 - 3.1.2.2. Frequentie van de vergaderingen
 - 3.1.2.3. Praktische modaliteiten
 - 3.1.3. Opdrachten (facultatief)
 - 3.1.4. Uitrusting
 - 3.2. Logistieke voorbereiding van het coördinatiecomité en opvolging (+checklist)
 - 3.3. Risico-inventaris
 - 3.3.1. Risico-inventaris (art. 26, 1°, b)
 - 3.3.2. Bepalen van de prioriteiten
 - 3.3.3. Lokalisering van de risico's (zie cartografie in bijlage)
 - 3.3.4. Behandeling van de risico's (zie tabel (33))
 - 3.4. Voorafgaande informatie aan de bevolking
 - 3.4.1. Soorten informatie
 - 3.4.2. Praktische modaliteiten
 - 3.5. (Multidisciplinaire) informatie en/of opleiding
 - 3.6. Oefeningen (art. 26, 7°)
 - 3.6.1. Oefenbeleid
 - 3.6.2. Kalender (zie bijlage)
 - 3.6.3. Evaluatie

4. Beheer van noodsituaties in provincie X
 - 4.1. Verloop
 - 4.1.1. Operationele coördinatie (art. 26, 5°)
 - 4.1.1.1. Commandopost operaties
 - 4.1.1.1.1. Praktische opdrachten
 - 4.1.1.1.1.1. Vóór de activering van het Provinciaal Coördinatiecomité
 - 4.1.1.1.1.2. Na de activering van het Provinciaal Coördinatiecomité
 - 4.1.1.1.1.2. Ligging(34) signalisering en plaatsing ervan
 - 4.1.1.1.1.3. Uitrusting
 - 4.1.1.1.1.4. Aanduiding van de Dir-CP-Ops
 - 4.1.1.1.1.5. Verwijzing naar de monodisciplinaire plannen (zie bijlage)
 - 4.1.1.1.2. Punt van Eerste Bestemming/RV-Punt : lokalisering (facultatief)
 - 4.1.1.1.3. Helistrip : ligging (facultatief)
 - 4.1.1.1.4. Organisatie van de disciplines
 - 4.1.1.1.5. Bronbestrijding
 - 4.1.1.5.1. Specifieke monodisciplinaire processen
 - 4.1.1.5.2. Specifieke multidisciplinaire processen (35)
 - 4.1.2. Beleidscoördinatie (art. 26, 5°)
 - 4.1.2.1. Notificatie, vooralarm en alarm
 - 4.1.2.1.1. Vooralarm van de diensten van de gouverneur (zie actiekaart 1)
 - 4.1.2.1.2. Alarmering van de diensten van de gouverneur (art. 26, 2°)
 - 4.1.2.1.3. Alarmering van de betrokken disciplines, overheden en diensten (art. 26, 2°)
 - 4.1.2.2. Verzamelen van informatie (zie actiekaart 2)
 - 4.1.2.3. Overleg met de gouverneur
 - 4.1.2.4. Vaststelling van de fase (art. 26, 4°) (zie schema)
 - 4.1.2.4.1. Afkondigen of behoud van de gemeentelijke fase door de burgemeester
→ eventueel vooralarm
 - 4.1.2.4.2. Afkondigen van de provinciale fase → zie volgende punten
 - 4.1.2.4.3. Voorstel tot afkondiging van de federale fase door de gouverneur aan de minister → Overleg gouverneur – CGCCR
 - 4.1.2.4.4. Afkondigen van de federale fase door de minister
 - 4.1.2.5. Nemen van onmiddellijke beslissingen (zie actiekaart 3)
 - 4.1.2.5.1. Ligging van het coördinatiecomité
 - 4.1.2.5.2. Bevestiging of ontkrachting van de Dir-CP-Ops
 - 4.1.2.5.3. Aanduiding van de vertegenwoordiger van discipline 5 in de Commandopost Operaties
 - 4.1.2.5.4. Nemen van maatregelen in afwachting van de installatie van het provinciaal coördinatiecomité
 - 4.1.2.6. Opstarten en werking van het provinciaal coördinatiecomité (CC) (zie actiekaart 4)
 - 4.1.2.6.1. Liggingen
 - 4.1.2.6.2. Toegangsprocedures
 - 4.1.2.6.3. Configuratie van de lokalen en uitrusting
 - 4.1.2.6.4. Opdrachten van het personeel

- 4.1.2.6.5. Minimale samenstelling
- 4.1.2.6.6. Organisatie en werking (zie RIO in bijlage)
- 4.1.2.7. Analyse en evaluatie van de situatie
 - 4.1.2.7.1. Een schema maken van de situatie (zie actiekaart 5)
 - 4.1.2.7.2. Gegevensuitwisseling met het terrein (CP-OPS, exploitant,... (36))
 - 4.1.2.7.3. Evaluatie
- 4.1.2.8. Nemen van beschermingsmaatregelen
 - 4.1.2.8.1. Bescherming van de bevolking
 - 4.1.2.8.1.1. Schuilen (zie actiekaart 6)
 - 4.1.2.8.1.2. Evacueren (zie actiekaart 7), vervoer, onthaal en opvang (zie actiekaart 8) (art. 26, 9°)
 - 4.1.2.8.1.3. Preventieve maatregelen - Profylactica
 - 4.1.2.8.2. Logistieke steun (bevoorrading)
 - 4.1.2.8.3. Socio-economische aspecten
 - 4.1.2.8.4. Bescherming van het leefmilieu, met inbegrip van de voedselketen
 - 4.1.2.8.5. Bescherming van de infrastructuur
- 4.1.2.9. Informatie (art. 26, 6°)
 - 4.1.2.9.1. Informatie aan de betrokkenen + Telefoon InformatieCentrum (37)
 - 4.1.2.9.2. Informatie aan de bevolking + informatiecentrum van de bevolking (art. 26, 1°, d) (zie lijst in bijlage)
 - 4.1.2.9.3. Informatie aan de media + perscentrum
- 4.1.2.10. Communicatie, overleg en coördinatie (+ schema) (art. 26, 3°)
 - 4.1.2.10.1. Intradisciplinair (zie monodisciplinaire plannen)
 - 4.1.2.10.2. Interdisciplinair
 - 4.1.2.10.3. Strategisch (CC) - operationeel (CP-Ops, exploitant ...)
 - 4.1.2.10.4. Gemeentelijke overheden + gemeentelijke coördinatiecomités (zie ligging in bijlage)
 - 4.1.2.10.5. Provinciale overheden (zie actiekaart 9 provinciale samenwerking)
 - 4.1.2.10.6. Federale overheden en gewesten
 - 4.1.2.10.7. Buitenlandse overheden (zie actiekaart 9 internationale samenwerking)
- 4.1.2.11. Opschalen of afschalen van de fase (art. 26, 4°)
 - 4.1.2.11.1. Opschalen
 - 4.1.2.11.1.1. Afkondiging van de federale fase door de minister
 - 4.1.2.11.1.2. Opheffing van de provinciale fase
 - 4.1.2.11.1.3. Gevolgen op provinciaal niveau
 - 4.1.2.11.2. Afschalen
 - 4.1.2.11.2.1. Afkondiging van de gemeentelijke fase door de burgemeester
 - 4.1.2.11.2.2. Opheffing van de provinciale fase
 - 4.1.2.11.2.3. Desactivering van het provinciaal plan
- 4.1.2.12. Einde van de noodsituatie (art. 26, 4°)
 - 4.1.2.12.1. Opheffing van de provinciale fase en kennisgeving van het einde van de noodsituatie
 - 4.1.2.12.2. Desactivering van het provinciaal plan
 - 4.1.2.12.3. Overgang naar nazorg
 - 4.1.2.12.3.1. Procedure
 - 4.1.2.12.3.2. Acties
 - 4.1.2.12.3.2.1. Terugtocht van de interventiediensten
 - 4.1.2.12.3.2.2. Veiligheidsopdrachten
 - 4.1.2.12.3.2.3. Gerechtig onderzoek
 - 4.1.2.12.3.2.4. Schoonmaken van de site
 - 4.1.2.12.3.2.5. Postcrisis communicatie
 - 4.1.2.12.3.2.6. (Psychosociale) omkadering van de slachtoffers
- 4.2. Beheersinstrumenten
 - 4.2.1. Basisactiekaarten
 - 4.2.1.1. ACTIEKAART 1. Vooralarm
 - 4.2.1.2. ACTIEKAART 2. Verzamelen van informatie
 - 4.2.1.3. ACTIEKAART 3. Nemen van onmiddellijke beslissingen
 - 4.2.1.3.1. Ligging van het coördinatiecomité
 - 4.2.1.3.2. Bevestiging of ontkrachting van de Dir-CP-Ops
 - 4.2.1.3.3. Aanduiding van de vertegenwoordiger discipline 5 in de Commandopost Operaties
 - 4.2.1.3.4. Nemen van maatregelen in afwachting van de installatie van het provinciaal coördinatiecomité
 - 4.2.1.4. ACTIEKAART 4. Opstarten provinciale fase
 - 4.2.1.5. ACTIEKAART 5. Situatieschets
 - 4.2.1.6. ACTIEKAART 6. Schuilen
 - 4.2.1.7. ACTIEKAART 7. Evacueren
 - 4.2.1.8. ACTIEKAART 8. Vervoer, onthaal en opvang bij een evacuatie
 - 4.2.1.9. ACTIEKAART 9. Interprovinciale en internationale samenwerking (38)
 - 4.2.1.10. Andere

- 4.2.2. Specifieke actiekaarten voor risico's
 - 4.2.2.1. Risico's waarvoor een BNIP bestaat (samenvatting van het BNIP of gewone verwijzing)
 - 4.2.2.2. Risico's waarvoor een BNIP moet worden uitgewerkt (fiche)
 - 4.2.2.3. Andere risico's (fiche)
- 4.2.3. Typeverslagen en -formulieren die informatie geven over een noodsituatie, ze bevestigen en het einde aankondigen, evenals het typeformulier voor het logboek (art. 26, 10°) ...
- 4.2.4. Checklists, beslissingsschema's ... (39)

- 5. Nazorg (ter info, omdat dit geen deel uitmaakt van het noodplan)
 - 5.1. Begrip
 - 5.2. Prioritaire onderwerpen en eventuele partners
 - 5.2.1. Omkadering van de slachtoffers na de crisis
 - 5.2.2. Wederindienststelling
 - 5.2.3. De geëvacueerden terug onderbrengen
 - 5.2.4. Gerechtig onderzoek na de crisis
 - 5.2.5. Beheer van de schadeclaims en verzekeringen
 - 5.2.6. Beheer van de giften
 - 5.2.7. Informatie

- 6. Debriefing van de noodsituatie en van oefeningen – Uitwisseling van ervaring – Integratie van de getrokken lessen
 - 6.1. Methodologie (40)
 - 6.2. Aanpassing van het plan

- 7. Bijlagen
 - 7.1. Gemeenschappelijke bijlagen
 - 7.1.1. Contactfiches (Telefoonboek) (art. 26, 1°, a)
 - 7.1.1.1. Dienst/overheid/maatschappij
 - 7.1.1.2. Naam, voornaam
 - 7.1.1.3. Functietitel/opdracht
 - 7.1.1.4. Adres
 - 7.1.1.5. Contactmogelijkheden (telefoon, gsm, fax, e-mail, pager, Astrid ...)
 - 7.1.1.6. Bereikbaarheidsregeling
 - 7.1.2. Inventaris van de nationale, gemeentelijke en monodisciplinaire plannen
 - 7.1.3. Cartografie (bv. voor de risico-inventaris)
 - 7.1.4. Specifieke woordenlijst van de Provincie (alfabetisch)
 - 7.1.5. Specifieke afkortingenlijst van de Provincie (alfabetisch)
 - 7.1.6. Specifieke logo's van de Provincie
 - 7.2. Bijlagen i.v.m. de voorbereiding
 - Reglement van interne orde van de provinciale veiligheidscel
 - 7.3. Bijlagen i.v.m. het beheer
 - 7.3.1. Inventaris van de middelen om de bevolking te alarmeren
 - 7.3.1.1. Eigen middelen
 - 7.3.1.2. Middelen van de openbare sector (41)
 - 7.3.1.3. Middelen van de privé-sector (42)
 - 7.3.2. Inventaris van de beleidsmiddelen
 - 7.3.2.1. Provinciale middelen :
 - Middelen en capaciteiten van de provinciale diensten (art. 26, 1°, c)
 - 7.3.2.2. Middelen van de openbare sector :
 - Middelen en capaciteiten van de disciplines, de federale en de gemeentelijke diensten (art. 26, 1°, c)
 - 7.3.2.3. Middelen van de privé-sector :
 - Informatiecentra en gespecialiseerde diensten en hun middelen (art. 26, 1°, d)
 - 7.3.3. Reglement van interne orde van het provinciaal Coördinatiecomité
 - 7.3.4. Functiefiches van het provinciaal Coördinatiecomité
 - 7.3.5. Ligging van de gemeentelijke Coördinatiecomités
 - 7.4. Bijlagen i.v.m. de oefeningen
 - Oefenkalender

Nota's

(23) Betreffende de provinciegouverneurs, zie artikel 128 van de provinciewet en de Ministeriële Omzendbrief van 20 december 2002 betreffende de taken die de provinciale overheden voor de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken uitoefenen, B.S., 23 mei 2002. Betreffende de burgemeesters, zie artikel 133 en volgende van de nieuwe gemeentewet.

(24) B.S., 15 maart 2006.

(25) B.S., 10 januari 2007.

(26) B.S., 21 februari 2003.

- (27) Artikel 3 (nog niet in werking) van de wet van 15 mei 2007 betreffende de Civiele Veiligheid, B.S., 31 juli 2007.
- (28) Artikel 6, § 2, van het Koninklijk Besluit van 16 februari 2006.
- (29) Wet van 22 mei 2001 houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, B.S., 16 juni 2001.
- (30) Artikel 18 van het Samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken.
- (31) Koninklijk Besluit van 31 januari 2003, tot vaststelling van het noodplan voor de crisisgebeurtenissen en –situaties die een coördinatie of een beheer op nationaal niveau vereisen, B.S., 21 februari 2003.
- (32) Artikel 422ter van het Strafwetboek
- (33) Risico's waarvoor een BNIP bestaat en lokalisering van het BNIP (papieren of elektronische versie), risico's waarvoor een BNIP wordt uitgewerkt, ...
- (34) Facultatief. Als het onmogelijk is om het vooraf te bepalen, moet worden verwezen naar de algemene criteria in de handleiding.
- (35) Bij voorbeeld : vernietiging van biologische agentia.
- (36) In het kort; voor de rest, zie punt 4.1.2.10.
- (37) Ligging en terbeschikkingstelling van het lokaal – de organisatie en werking ervan maken deel uit van de discipline 2.
- (38) Inventaris van de overeenkomsten, samenvatting van de inhoud ervan, ligging.
- (39) Als die informatie al niet op de actiekaarten staat.
- (40) Wie, hoe, PV's opstellen en verspreiden, ...
- (41) Vb. sirenes van de Civiele Bescherming.
- (42) Vb. media, privé-organisaties.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2009/00363]

30 MARS 2009. — Circulaire ministerielle NPU-3
relative a l'approbation des plans d'urgence
et d'intervention provinciaux

A Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de province et
de l'Arrondissement administratif de Bruxelles-
Capitale,

Madame le Gouverneur,

Monsieur le Gouverneur,

L'article 2^{ter} de la loi du 31 décembre 1963 relative à la sécurité civile, ainsi que l'article 32 de l'arrêté royal du 16 février 2006 concernant les plans d'urgence et d'intervention prévoient l'approbation des plans provinciaux par le Ministre de l'Intérieur. Dans l'attente de cette approbation, les anciens plans restent d'application.

Cette circulaire définit la procédure et les critères d'approbation afin de garantir un traitement uniforme des différents plans provinciaux.

Tout d'abord, je voudrais préciser que l'article 32 de l'arrêté royal précité ne fait pas de distinction entre les plans particuliers et les plans généraux d'urgence et d'intervention. Ils devront donc tous m'être soumis pour approbation. L'approbation sera limitée à la vérification de la conformité du plan aux critères établis. L'appréciation du caractère opérationnel du plan dans les différentes situations d'urgence qui pourraient survenir revient à la cellule de sécurité provinciale. C'est la raison pour laquelle figure dans les conditions de recevabilité des plans le détail de la composition de la cellule de sécurité provinciale, garantissant son caractère multidisciplinaire.

J'ai chargé la Direction générale Centre de crise de l'approbation de vos plans d'urgence.

La procédure d'approbation consiste en différentes phases qui sont expliquées ci-dessous.

Envoi des plans d'urgence et d'intervention

Les plans provinciaux doivent m'être transmis aussi bien sur papier qu'en version électronique.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2009/00363]

30 MAART 2009. — Ministeriële omzendbrief NPU-3
betreffende de goedkeuring
van de provinciale nood- en interventieplannen

Aan de Dames en Heren Provinciegouverneurs en aan de
Gouverneur van het Administratief Arrondissement
Brussel-Hoofdstad,

Geachte Mevrouw de Gouverneur,

Geachte Heer Gouverneur,

Artikel 2^{ter} van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, evenals artikel 32 van het Koninklijk Besluit van 16 februari 2006 betreffende de nood- en interventieplannen voorzien in de goedkeuring van de provinciale nood- en interventieplannen door de Minister van Binnenlandse Zaken. In afwachting van die goedkeuring blijven de bestaande plannen van toepassing.

Deze omzendbrief legt de goedkeuringsprocedure en de goedkeuringscriteria vast. Op die manier wordt een uniforme behandeling van de verschillende provinciale plannen gewaarborgd.

Vooreerst wens ik te verduidelijken dat artikel 32 van het voornoemde koninklijk besluit geen onderscheid maakt tussen de algemene en de bijzondere nood- en interventieplannen. Ze zullen mij dan ook allemaal ter goedkeuring voorgelegd moeten worden. De goedkeuring zal zich beperken tot het verifiëren of het plan opgesteld werd overeenkomstig de vooraf bepaalde criteria. De beoordeling van het operationele karakter van het plan in de verschillende noodsituaties die zich mogelijk kunnen voordoen, komt toe aan de provinciale veiligheidscel. Omwille van die reden wordt in de ontvankelijkheids-criteria van de plannen naar de gedetailleerde samenstelling van de provinciale veiligheidscel gevraagd, waardoor het multidisciplinaire karakter ervan gegarandeerd wordt.

Ik heb de Algemene Directie Crisiscentrum belast met de goedkeuring van uw noodplannen.

De goedkeuringsprocedure bestaat uit verschillende fasen, die hieronder toegelicht worden :

Verzenden van de nood- en interventieplannen

De provinciale plannen dienen mij zowel op papier als elektronisch te worden overgemaakt.